



INTERPELLATION URGENTE

Auteur Vincent Baud, Delphine Michaud, Françoise Métrailler et Laurent Rey, Le Centre
Objet Malévoz, l'Etat doit agir rapidement
Date 10/12/2024
Numéro 2024.12.385

Actualité de l'événement

Le 9 décembre, une série de témoignages de collaborateurs dans la presse manifeste de traitements inhumains à l'hôpital psychiatrique de Malévoz, tant pour le personnel que pour les patients.

« Arrêts maladie en série, démissions, harcèlements, violences, lettres anonymes envoyées à la direction : le personnel de l'hôpital psychiatrique de Malévoz est en grande souffrance. » titre le Nouvelliste du jour. Si nous rajoutons les indices de surmédication et un taux de suicide des patients qui a fortement augmenté ces 11 derniers mois, on constate qu'il est urgent d'agir.

Imprévisibilité

On ne pouvait pas prévoir que la situation à Malévoz était aussi grave, d'autres témoignages font également surface dans le canton depuis cet article.

Nécessité d'une réaction ou d'une mesure immédiate

Il ressort des différents témoignages que les patients et le personnel de l'institution souffrent, il est nécessaire de mettre fin à cet état de fait le plus vite possible.

En 2020, le Grand Conseil s'est opposé fermement au démantèlement de Malévoz, proposé par l'Etat du Valais dans un communiqué de presse en juin.

Depuis, de nombreuses interventions parlementaires ont demandé au Conseil d'Etat des précisions sur l'état de santé de l'établissement de soins psychiatriques et son avenir.

Dans ses communications, l'hôpital de Malévoz place « l'être humain au centre », les valeurs de l'institution prônent que « le soin est un acte qui s'accomplit exclusivement dans le cadre d'une relation humaine empreinte de sollicitude, de confiance, de confidentialité et de respect mutuel entre le soignant et le soigné... Valeur no 2 - Responsabilité L'Hôpital du Valais instaure le climat de confiance nécessaire à la collaboration et la convivialité indispensables à la réalisation du soin. » (etc.) Force est de constater, aux vues des récents témoignages, que « l'humain au centre » cède sa place à l'inhumain partout.

Conclusion

Les questions suivantes se posent :

1. Y-a-t-il toujours une volonté de démanteler Malévoz en laissant se dégrader l'institution ?
2. Pourquoi les canaux d'alerte mis en place par l'Etat n'ont-ils pas fonctionnés ?
3. L'Etat peut-il nous rassurer quant au sort des patients en ce qui concerne le taux de suicide, la surmédication

et la prise en charge en général ?

4. L'Etat peut-il nous rassurer quant au sort du personnel soignant, quant au harcèlement, au mobing, aux horaires et aux conditions de travail en général ?

5. Le turnover du personnel est-il plus important que dans des établissements du même type dans d'autres cantons ?

6. Pourquoi la direction de Malévoz n'a pas réagi aux questions de la presse ?

7. Pourquoi les médecins contactés n'ont pas osé répondre aux questions des journalistes, existe-t-il une forme d'omerta à Malévoz ?

8. Existe-t-il un grave problème de gouvernance au sein de cette institution ?

9. Est-ce que l'Etat va répondre favorablement à la proposition des syndicats chrétiens qui demandent une enquête administrative ?